



Communiqué de presse
AG/PAL/820

**Comité pour l'exercice des droits
inaliénables du peuple palestinien**
 267ème séance - matin

**LE COMITE POUR L'EXERCICE DES DROITS INALIENABLES DU PEUPLE
PALESTINIEN APPROUVE
QUATRE PROJETS DE RESOLUTION A SOUMETTRE A L'ASSEMBLEE
GENERALE**

Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, réuni ce matin sous la présidence de M. Papa Louis Fall, a examiné et approuvé quatre projets de résolution qui seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale au titre du point 35 de son ordre du jour. Les quatre projets portent sur les travaux du Comité; la Division des droits des Palestiniens (Secrétariat); le Programme spécial d'information sur la question de Palestine du Département de l'information du Secrétariat; et enfin sur le Règlement pacifique de la question de Palestine.

Les textes de ces projets, a souligné le Président Fall, ont été actualisés pour tenir compte de l'évolution de la situation sur le terrain et du processus de paix. Il s'agit, a-t-il estimé, de quatre textes réalistes, équilibrés et raisonnables qui devraient recueillir un appui massif à l'Assemblée générale.

L'Observateur permanent de la Palestine auprès des Nations Unies, M. Nasser Al-Kidwa, a souhaité apporter quelques amendements, qui ont été acceptés par le Comité. Au projet de résolution concernant le règlement pacifique de la question de Palestine. M. Al-Kidwa a ainsi suggéré l'ajout d'un paragraphe dans le préambule insistant sur l'importance de « la sûreté et du bien-être de tous les civils de toute la région du Moyen-Orient » et condamnant tous les actes de violence et de terrorisme perpétrés à l'encontre des civils des deux parties. Il a souhaité également que le texte fasse référence aux efforts du Quator et donne davantage de visibilité à l'initiative de paix arabe du Sommet de Beyrouth en mai 2002. Enfin, il a suggéré de revenir au libellé de l'an passé dans le paragraphe affirmant la «nécessité d'assurer le retrait d'Israël» du territoire palestinien occupé depuis 1967.

Commentant également le troisième projet de résolution, M. Al-Kidwa a rendu hommage au travail accompli par la Division des droits des Palestiniens et le Département de l'information, notamment dans la préservation des documents audiovisuels, en pleine coopération avec le Comité.

M. Fall a appelé les membres et observateurs du Comité à participer activement au débat devant l'Assemblée générale, qui débutera le 29 novembre.

Avant d'entamer l'examen des quatre projets de résolution, le Comité avait entendu une déclaration de M. Al-Kidwa évoquant les derniers développements survenus dans la région, notamment les changements politiques en Israël avec la formation d'un nouveau gouvernement et la convocation prochaine d'élections législatives. Pour l'Observateur, Israël continue actuellement de commettre crimes de guerre et crimes d'état et de violer les droits de l'homme. Il a estimé que le Gouvernement israélien actuel était pire que jamais, relevant que l'ancien chef des armées était désormais Ministre de la défense alors qu'il devrait, selon M. Al-Kidwa, être traduit en justice pour crimes de guerre. Il a revanche fait valoir que le Gouvernement palestinien avait reçu, il y a dix jours, un vote de confiance par 56 voix pour et 16 contre, prouvant l'unité palestinienne.

M. Al-Kidwa a par ailleurs émis plusieurs réserves sur le plan de route proposé par le Qatuor, souhaitant notamment un texte plus ferme sur la question des colonies et jugeant qu'en l'état, le document permettait toujours à la partie israélienne de torpiller les espoirs de paix. Il s'est en outre inquiété de la situation concernant l'Irak et de la possibilité qu'une guerre n'entraîne une situation très grave en Palestine.

Le représentant de l'Ukraine a pour sa part annoncé que son Gouvernement souhaitait accueillir une réunion internationale des Nations Unies consacrée à la question de la Palestine, suivie par une réunion des organisations non gouvernementales sur la question, à la fin du second semestre 2003. Cette proposition a été accueillie favorablement par le Président Fall.

Projets de résolution

Par le projet de résolution intitulé **Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien**, l'Assemblée générale prierait le Comité de continuer à ne ménager aucun effort pour promouvoir la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien, appuyer le processus de paix au Moyen-Orient, mobiliser l'aide et l'appui de la communauté internationale en faveur du peuple palestinien. Elle autoriserait le Comité à apporter à son programme de travail les aménagements qu'il jugera appropriés et nécessaires au vu de l'évolution de la situation et à lui rendre compte à sa cinquante-huitième session.

L'Assemblée prierait également le Comité de continuer à offrir coopération et soutien aux organisations non gouvernementales palestiniennes et autres organisations de la société civile afin de mobiliser la solidarité et l'appui de la communauté internationale en faveur de la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien ainsi que du règlement pacifique de la question de Palestine et d'associer de nouvelles organisations de la société civile à ses travaux.

Par le projet de résolution intitulé **Division des droits des Palestiniens (Secrétariat)** l'Assemblée générale prierait le Secrétariat général de continuer à fournir à la Division les ressources dont elle a besoin et de veiller à ce qu'elle continue d'exécuter son programme de travail tel que décrit dans des résolutions antérieures; l'Assemblée prierait également le Secrétaire général de veiller à ce que le Département de l'information et d'autres services du Secrétariat continuent d'aider la Division à s'acquitter de ses tâches et à couvrir comme il convient les divers aspects de la question de Palestine. L'Assemblée inviterait tous les gouvernements et organisations à prêter leur concours au Comité et à la Division dans l'exécution de leurs tâches.

Par le projet de résolution intitulé **Programme spécial d'information sur la question de Palestine du Département de l'information du Secrétariat**, l'Assemblée générale prierait notamment le Département de diffuser des informations sur toutes les activités du système des Nations Unies concernant les différents aspects de la question de

Palestine, y compris des rapports sur les activités des organismes des Nations Unies concernés; et de continuer de faire paraître des publications mises à jour concernant les différents aspects de la question de Palestine dans tous les domaines, notamment une documentation sur l'actualité de la question en particulier sur les perspectives de paix. Elle le prierait également d' étoffer sa documentation audiovisuelle sur la question de Palestine et de continuer à produire et préserver cette documentation et à mettre à jour son exposition au Secrétariat.

Enfin, par le quatrième projet de résolution intitulé **Règlement pacifique de la question de Palestine**, l'Assemblée générale, se félicitant de l'affirmation du Conseil de sécurité selon laquelle celui-ci est attaché à la vision d'une région dans laquelle deux Etats, Israël et la Palestine, vivant côte à côte à l'intérieur de frontières reconnues et sûres, et convaincue qu'un règlement final et pacifique de la question de Palestine est la condition indispensable de l'instauration d'une paix globale et durable au Moyen-Orient, réaffirmerait la nécessité de parvenir à un règlement pacifique, sous tous ses aspects, de la question de Palestine qui est au cœur du conflit arabo-israélien et d'intensifier ses efforts à cette fin.

L'Assemblée générale réaffirmerait son plein appui au processus de paix au Moyen-Orient qui a commencé à Madrid et aux accords en vigueur entre les parties israéliennes et palestiniennes, et elle soulignerait la nécessité d'instaurer une paix globale, juste et durable au Moyen-Orient et se féliciterait des efforts du Qatuor. Elle se féliciterait également de l'initiative de paix arabe adoptée au Sommet de Beyrouth en mars 2002.

Par ce texte, l'Assemblée générale soulignerait encore, aux fins de parvenir à un règlement de la question de Palestine, la nécessité d'assurer le retrait d'Israël du territoire palestinien occupé depuis 1967 et d'assurer la réalisation des droits inaliénables du peuple palestinien dont, au premier rang, le droit à l'autodétermination et le droit de créer un Etat indépendant.

M. VALERY P. KUCHINSKY (Ukraine) a déclaré qu'il était très préoccupé par la situation au Moyen-Orient qui reste très volatile. Il est fondamental que la communauté internationale apporte tout son soutien aux efforts visant à réaliser la paix, a-t-il souligné, jugeant qu'à ce titre, le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien jouait un rôle important.

Par ailleurs, le représentant a affirmé que le Gouvernement ukrainien souhaitait accueillir une réunion internationale des Nations Unies consacrée à la question de la Palestine suivie par une réunion des organisations non gouvernementales sur la question, à la fin du second semestre 2003. J'espère que cette proposition de réunion, qui apporterait une contribution constructive aux efforts de paix, sera accueillie favorablement par le Comité, a-t-il déclaré.

Répondant à la proposition du représentant de l'Ukraine, PAPA LOUIS FALL, Président du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a indiqué que le principe était acquis de tenir cette réunion en Ukraine.

M. NASSER AL KIDWA, Observateur permanent de la Palestine auprès de l'Organisation des Nations Unies, saluant l'offre du représentant de l'Ukraine, a estimé que la situation en Palestine continuait à se détériorer, qu'Israël continuait à commettre des crimes de guerre, des crimes d'état et à violer les droits de l'homme. Déplorant que la presse semble progressivement se désintéresser du problème, l'observateur a tenu à souligner que, chaque jour, des Palestiniens mourraient et des infrastructures étaient détruites. Par ailleurs, il a rappelé que, dix jours auparavant, le Gouvernement palestinien avait reçu un vote de confiance avec 56 voix pour et 16 voix contre, ce qui

montre une fois de plus l'unité palestinienne, a-t-il souligné. Du côté israélien, nous avons devant nous le gouvernement le pire que nous ayons jamais connu, a-t-il affirmé. L'ancien chef des armées est désormais Ministre de la défense d'Israël. Il a participé à un grand nombre de crimes de guerre et aurait dû être traduit devant la justice plutôt que d'être nommé ministre. Au plan international, M. Al Kidwa a affirmé que le plan de route qui avait été présenté de manière officieuse par le Quator aux deux parties suscitait encore de graves réserves du côté palestinien. Nous n'acceptons pas une idée qui viserait à modifier le droit électoral en Palestine et nous souhaitons également un texte plus ferme sur la question des colonies, a-t-il affirmé. Nous sommes prêts à continuer à coopérer avec le Quator, mais nous estimons que l'approche proposée par le plan de route permet toujours à la partie israélienne de torpiller les espoirs de paix. Nous avons d'ailleurs entendu M. Sharon dire qu'il ne comptait pas arrêter les activités de colonies de peuplement. C'est pourquoi nous estimons qu'une approche globale est indispensable, le but n'étant pas seulement de réaliser deux Etats dans la région mais de le faire sur la base des frontières de 1967.

Nous suivons avec beaucoup de crainte la situation concernant l'Irak a par ailleurs ajouté l'observateur. Une guerre entraînerait forcément une situation très grave dans la région et notamment en Palestine: nous sommes convaincus qu'elle peut être évitée, mais nous restons vigilants.

Par ailleurs, M. Al Kidwa a jugé essentiel de préserver la position juridique des Nations Unies sur la question de la Palestine et a estimé que les Etats-Unis essayaient de saper cette position bien établie. En outre, il s'est étonné de l'aspect partisan du rapport de Human's Rights Watch. Il est difficile de croire qu'une organisation qui s'occupe des droits de l'homme puisse violer si clairement ce même droit international qu'elle prétend défendre, a-t-il affirmé. En revanche, il a rendu hommage au travail correct réalisé par Amnesty International.

* * * * *